# Flex-office au SGC de Melun et à la trésorerie des hôpitaux du sud 77 : une volonté de la Direction

Melun, 8 février 2023

Les organisations syndicales étaient invitées ce vendredi 27 janvier 2023 à une réunion d'échanges concernant l'aménagement des espaces de travail du SGC Melun et de la trésorerie des hôpitaux du sud Seine et Marne.

À la simple lecture de la convocation, le ton semblait donné.

Pour « échanger » avec les organisations syndicales, la Directrice Départementale était accompagnée de la Directrice du Pôle Pilotage et Ressources et de son adjoint, du responsable du SGC Melun et de celui de la Trésorerie Hospitalière.

Si Solidaires Finances Publiques 77 nourrissait quelques espoirs aux abords de cette réunion, notamment avec la prise en compte de nos différents arguments déjà exposés lors des Groupes de Travail des 6 juillet 2022 et 20 octobre 2022, mais aussi de ceux exposés par les agents des services concernés, la Directrice a très rapidement montré ses limites quant à son ouverture au dialogue social.

En effet, dès ses premiers mots, elle indique la mise en place d'espaces dynamiques de travail sur les deux services cités précédemment.

Solidaires Finances Publiques 77 a tout de même réaffirmé son souhait de dialogue et de prise en compte de nos arguments sur le bien fondé ou non de cette réorganisation du travail sur ces services. Nous ne souhaitons pas que les échanges lors de ces réunions se limitent à l'aménagement intérieur des services (emplacement des bureaux, couleur de la peinture…).

Solidaires Finances Publiques 77 a demandé un arrêt des restructurations et réorganisations. Les agents ont besoin de stabilité et de repères. Le manque d'espace à la trésorerie hospitalière crée par le Nouveau Réseau de Proximité n'est pas du fait des agents, ces derniers ne doivent pas servir de variable d'ajustement et subir une énième réorganisation.

Nous lui avons dressé le triste constat suivant :

Lorsque les pouvoirs publics cherchent à réaliser des économies au niveau de la dépense publique : ils suppriment des emplois.

Et maintenant que les services sont dépeuplés (le télétravail s'y ajoutant), la rationalisation des surfaces de travail devient le nouveau projet pour réaliser des économies budgétaires sur le parc immobilier. Ce sont de nouveau les agents qui en paient le prix.

Ces suppressions d'emplois, ces restructurations, ces modifications d'espace de travail ont bel et bien un coût qui lui est supporté par les agents.

Solidaires Finances Publiques 77 s'est également étonné qu'aucun document de travail n'ait été envoyé avant cette réunion.

Et pour cause, il n'y a rien de nouveau depuis le dernier groupe de travail !

Alors pourquoi tenir une telle réunion ?

## Le Flex office pour les Nuls !

D'un côté la Directrice indique nous rejoindre sur le besoin de stabilité des agents. Elle espère une stabilité pour quelques années, 2023 ayant été la dernière vague de restructurations liées au NRP sur notre Direction.

A contrario, elle évoque une évolution des modalités d'exercice des métiers en lien notamment avec le

télétravail.

Solidaires Finances Publiques 77 a également demandé à la Directrice quels étaient les bénéfices que la Direction attendait de la mise en place du flex-office.

La Directrice nous indique être attachée aux conditions de vie au travail des agents et souhaite un retour au collectif. Pour elle, le flex-office ou nouveaux espaces de travail le permettront.

Elle voit par la mise en place de ses nouveaux espaces, le développement d'un critère d'attractivité de la DGFiP. Pour elle, la nouvelle génération n'est plus focalisée quant à l'utilisation de son propre bureau, au contraire.

Pour Solidaires Finances Publiques 77 l'argument de l'attractivité pour la jeunesse ne tient pas. Une étude réalisée auprès d'étudiants de l'Essec a montré que 57 % des répondants souhaitaient travailler en bureau traditionnel et 83 % estimaient important d'avoir un bureau attitré dans leur future entreprise. Pour Solidaires Finances Publiques 77 l'attractivité de la DGFiP repose davantage sur la rémunération, les possibilités de promotions et de mutations, et non sur le flex-office et la couleur des murs.

Nous avons demandé à la Direction quel serait l'articulation entre les travaux de réhabilitation de la cité administrative et ceux du flex-office ? En effet, il ne faudrait pas que les travaux de rénovation viennent abîmer les aménagements du flex-office. Pour la Direction ces deux projets sont liés et ont un pilote commun : la Direction de l'Immobilier de l'État (DIE). Mais il est encore trop tôt pour se prononcer sur une date de mise en œuvre des travaux pour le flex-office.

### Un changement de motivation :

9 mois auparavant, l'écoresponsabilité guidait le projet de la Direction avec notamment les économies d'énergie. Lors des premiers échanges, Solidaires Finances Publiques 77 avait réfuté les arguments écologiques. Maintenant ce sont les améliorations des conditions de travail et le renforcement du collectif de travail qui sont mis en avant pour mener à bien ce projet.

### Le coût du projet :

Solidaires Finances Publiques 77 a réaffirmé que ces sommes pouvaient être utilisées ailleurs avec un impact beaucoup plus important sur les conditions de travail des agents. Nous sommes revenus une nouvelle fois sur le changement des fenêtres sur le site de Fontainebleau (que nous demandons depuis des années) ou bien celles du SIA. Pour la Direction, ce ne sont pas les mêmes budgets, il serait dommage de se priver du budget proposé par la DIE pour améliorer les conditions de vie au travail des agents.

Pour-Solidaires Finances Publiques 77, si la DIE peut financer le projet de flex-office, elle dispose donc de moyens qui auraient pu permettre de financer les travaux des changements d'ouvrants sur Fontainebleau ou au SIA, tout n'est une question de volonté.

## Tout ça, pour ça !

Solidaires Finances Publiques 77 s'attendait à pouvoir échanger sur le sujet avec la direction, force est de constater que nous avons assisté à un atelier pédagogique cherchant à nous convaincre des bien-faits du flex-office. Peu importe les arguments mis en avant par Solidaires Finances Publiques 77, la Direction trouvait toujours un moyen de justifier son projet en détournant le sujet des véritables questions.

Solidaires Finances Publiques 77 a indiqué à la Directrice qu'il n'y avait aucun intérêt à rester à cette réunion. En effet :

- aucune nouvelle information par rapport aux 2 précédents GT ;
- aucune date prévisionnelle de début des travaux ;
- aucune écoute et prise en compte de nos arguments ;

Dès lors, la Directrice a clôturé la séance.